

Unité départementale du Var  
98 Rue Montebello  
83000 Toulon

Toulon, le 10/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### SOFOVAR - Site 2 (126)

126 rue louis Lépine  
ZI du Capitou  
83370 Fréjus

Références : D-UD83-2026-0157  
Code AIOT : 0006402909

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement SOFOVAR - Site 2 (126) implanté 126 rue louis Lépine ZI du Capitou 83370 Fréjus. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement SOFOVAR 2 implanté 126 Rue Lépine , ZI Capitou à FREJUS.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en mars/avril 2026 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées . L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires concernant les risques liés aux atmosphères explosives.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFOVAR - Site 2 (126)
- 126 rue Louis Lépine ZI du Capitou 83370 Fréjus
- Code AIOT : 0006402909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOFOVAR exploite sur la commune de Fréjus, au 126 rue Louis Lépine, une installation de tri et de transit de déchets dangereux. Le centre de tri est constitué d'un bâtiment principal. La société SOFOVAR est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 01/09/2006 modifié par les arrêtés préfectoraux du 24/09/2009, 23/01/2012 et 22/03/2022.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 11

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 2  | Plan général des zones à risques           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60 | Mise en demeure, respect de prescription   | 2 mois                |
| 3  | Installations électriques                  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 4  | Identification des zones à risques         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 | Mise en demeure, respect de prescription   | 2 mois                |
| 5  | Formation d'atmosphère explosive           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 6  | Conformité des appareils                   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 | Mise en demeure, respect de prescription   | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté certaines non-conformités qui devront faire l'objet d'actions correctives et/ou de fourniture de justificatifs dans les délais fixés notamment concernant le plan localisant les zones ATEX identifiées, les suites à donner aux observations émises lors de la vérification périodique des installations électriques, la signalétique à mettre en place et la justification de la conformité des matériels présents en zone ATEX. Des suite administratives sont proposées .

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant n'a pas fourni de Document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) formalisé . Il dispose seulement d'une "évaluation simplifiée ATEX " qui conclut à l'absence de zones ATEX .<br>Cependant , dans l'étude des dangers du site, des zones ATEX sont bien identifiées.<br>Il s'agit des zones de stockage de batteries, de bouteilles de gaz, des aérosols et des produits dangereux (liquides inflammables).<br>Il existe donc des incohérences entre les différents documents ( EDD, Porter à connaissance, étude simplifiée ATEX ) fournis par l'exploitant concernant l'identification des zones ATEX .<br>L'inspection note l'absence d'une véritable analyse des risques de l'exploitation vis-à-vis du risque ATEX faite avec une méthodologie clairement définie. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Faire une analyse des risques de l'exploitation vis à vis du risque ATEX selon une méthodologie définie et identifier clairement les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

### N° 2 : Plan général des zones à risques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- [...] ;</li><li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à</li></ul> |

|   |
|---|
| l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;<br>- [...]  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le plan fourni ne répertorie pas l'ensemble des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion (ATEX) identifiées dans les différents documents internes fournis et notamment dans l'étude des dangers.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Etablir et fournir à l'inspection un plan d'implantation des installations à jour et en particulier un plan des zones à risques mentionnées (zones ATEX) à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

### N° 3 : Installations électriques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p> |
| <b>Constats :</b><br><br>Les installations électriques sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.<br>Le dernier rapport de vérification fourni par l'exploitant date du 08/07/2025.<br>La seule observation formulée concernant l'éclairage de sécurité de la mezzanine a fait l'objet de travaux de mise en conformité .<br>Certaines vérifications listées page 4/10 du rapport susvisé n'ont pas pu être effectuées par l'organisme de contrôle.   |

|  |
|--|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |
| Lors de la prochaine vérification périodique des installations électriques (avant le 08/07/26) , Fournir les données manquantes et les moyens d'accès sécurisés aux matériels électriques placés en hauteur afin que l'ensemble des vérifications puissent être effectuées par l'organisme de contrôle . |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

#### N° 4 : Identification des zones à risques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Absence de signalétique ATEX dans les zones concernées.</p> <p>Les zones ATEX identifiées dans l'EDD ne sont pas matérialisées par des moyens appropriés et pas reportées sur un plan à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer ne sont pas indiquées à l'entrée de ces zones.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les zones ATEX de l'établissement définies dans l'étude des dangers sont à matérialiser par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer doivent être indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p>   |

|   |
|---|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                   |

**N° 5 : Formation d'atmosphère explosive**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation des locaux  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les zones de stockage ATEX identifiées dans l'EDD ne sont pas équipées de système de ventilation spécifique.<br/>Seule fonctionne la ventilation naturelle fournie par les larges ouvertures du bâtiment en façade et en toiture<br/>Nous avons constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'absence de justificatif relatif à l'efficacité de la ventilation</li> <li>• l'absence de mise en place des mesures de réduction des risques à la source définies au travers de l'EDD et/ou de l'analyse des risques ATEX, afin de maîtriser le risque et plus particulièrement l'absence de formation d'ATEX</li> </ul> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre en place des mesures de réduction des risques à la source définies au travers de l'EDD et/ou de l'analyse des risques ATEX, afin de maîtriser le risque et plus particulièrement l'absence de formation d'ATEX dans les zones identifiées.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 6 : Conformité des appareils**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p> |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans les zones ATEX définies dans l'EDD , les dispositifs d'éclairage contrôlés par sondage ne portent pas les marquages réglementaires.<br/>Les déclarations de conformité CE et les notices d'utilisation ne sont pas présentes .</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Installer dans les zones ATEX uniquement des équipements conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.<br/>Maintenir et entretenir l'ensemble des matériels situés dans les zones ATEX.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>  |